ParlAmericas

L'importance du contrôle politique durant la pandémie de COVID-19

Expériences régionales et questions d'orientation

Canada

La création de cette ressource a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Publié en février 2021.

Index

Introduction 4

Difficultés du contrôle politique durant la crise actuelle 5

La transparence, l'accès à l'information et la désinformation 5

Dépenses publiques 6

Équilibre des pouvoirs 7

Actions parlementaires de contrôle politique 8

Mécanismes de contrôle politique et exemples dans les Amériques et aux Caraïbes 8

Questions d'orientation pour le contrôle politique 10

Recommandations 12

Ressources recommandées 14

1. Introduction

Durant la crise actuelle, les gouvernements et les parlements ont adopté différentes mesures pour enrayer les impacts socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Selon des données de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), la pauvreté a augmenté de plus de 4 %, ce qui représente 34,7 % de la population de la région [i]. De plus, le taux de chômage a augmenté de 10,7 % et la perte d'emplois pendant le deuxième trimestre de 2020 a été qualifié d'« inédite » par la CEPAL [ii]. De même, la Commission signale qu'au sein des populations les plus touchées, figurent les femmes, les travailleuses et les travailleurs informels, les travailleuses et les travailleurs domestiques, les enfants et adolescents, les populations jeune et âgée, celles vivant en zone rurale, les peuples autochtones, les populations afrodescentantes, les personnes ayant un handicap, les personnes migrantes et celles sans domicile. En ce qui concerne les femmes en particulier, elles ne sont pas seulement plus exposées au chômage, à des conditions moins favorables pour accéder à la sécurité sociale et à une plus grande charge de travail de soin, mais elles sont également dans une situation plus vulnérable face à la violence domestique dans le contexte du confinement [iii].

Face à cette situation, des décrets et différents textes législatifs ont été adoptés non seulement pour renforcer les systèmes de santé – dont beaucoup présentaient des lacunes marquées avant la pandémie – et pour réduire les niveaux de contagion et le taux de mortalité, mais aussi pour mettre en place des mesures de relance économique grâce à des plans d'aide visant à protéger l'emploi et les finances familiales par le biais de bons et de facilités de paiement des services de première nécessité. Dans cette perspective, les parlements jouent un rôle fondamental non seulement pour légiférer sur ces mesures, mais aussi pour garantir, grâce à leur fonction de contrôle politique, que les mesures gouvernementales soient mises en œuvre conformément aux critères de transparence et d'intégrité et, ainsi, pour empêcher l'exploitation de ce contexte difficile pour commettre des actes de corruption.

Le **contrôle politique du parlement** est le moyen par lequel les pouvoirs législatifs et les **parlementaires demandent des comptes au gouvernement**. Il comprend le travail effectué lors des commissions parlementaires et des séances plénières, ainsi que durant les sessions qui ont lieu lors des phases des projets de loi et du cycle budgétaire.

Source: Union interparlementaire, *Les outils du contrôle parlementaire*, 2007.

La présente publication est inspirée des dialogues parlementaires tenus lors de la rencontre en ligne Renforcer le contrôle politique de la pandémie de COVID-19, qui a eu lieu en août 2020. Elle explore les principaux défis auxquels font face les parlements de l'hémisphère pour exercer cette fonction, et présente une sélection de bonnes pratiques institutionnelles visant à renforcer le contrôle politique durant la pandémie, mises en œuvre dans certains parlements de la région. De plus, elle contient une série de questions pour orienter les parlementaires dans leurs initiatives de contrôle politique, le renforcement du suivi des mesures de l'exécutif, et les convocations et comparutions de fonctionnaires de gouvernement.

Enfin, y figurent aussi quelques recommandations ponctuelles pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques du parlement et des parlementaires pour exercer un contrôle politique tout en tenant compte des difficultés et des restrictions imposées dû à la pandémie.

i Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL, Mesurer l'impact de la COVID-19 pour penser la relance, Rapport spécial COVID-19, Nº 2, 2020. https://www.cepal.org/en/publications/45477-measuring-impact-covid-19-view-reactivation

ii Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL, Le Défi social en temps de COVID-19, Rapport spécial COVID-19, Nº 3, 2020. www.cepal.org/en/publications/45544-social-challenge-times-covid-19

iii Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL, Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes, 2020. www.cepal.org/en/publications/46504-preliminary-overview-economies-latin-america-and-caribbean-2020

2. Difficultés du contrôle politique durant la crise actuelle

La situation actuelle issue de la pandémie de COVID-19 a modifié le fonctionnement des pouvoirs législatifs du monde entier : de nombreux pays ont adopté des mesures pour assurer la continuité des fonctions législatives par le biais de sessions virtuelles. Cela a été d'une importance capitale étant donné qu'il est essentiel pour le fonctionnement des démocraties d maintenir le système de poids et de contrepoids et éviter la concentration du pouvoir, en particulier dans les contextes de crise où certaines libertés citoyennes ont été limitées et où une plus forte concentration des pouvoirs et des compétences au sein des gouvernements a été observée. Face à ces complexités, renforcer et protéger le travail de contrôle politique du parlement est essentiel pour préserver les systèmes démocratiques de la région en garantissant que les mesures adoptées bénéficient au bien commun et qu'elles ne laissent personne pour compte.

La transparence, l'accès à l'information et la désinformation

Au-delà des défis rencontrés par les pouvoirs législatifs pour poursuivre leur travail tout en respectant la distanciation sociale exigée dans leur pays, d'autres obstacles, principalement liées à la transparence et l'accès à l'information, sont également apparus.

D'une part, le manque d'information ou son insuffisance limite les fonctions parlementaires de contrôle politique et de prise de décisions basée sur les données nécessaires pour adopter des mesures adaptées aux besoins et aux priorités les plus urgents de la société. De plus l'idée que des informations pourraient avoir été dissimulées ou manipulées par tout pouvoir de l'État crée chez le peuple de l'incertitude et de la méfiance. D'autre part, la surcharge d'information, en particulier d'information vague, rend également difficile l'accessibilité et réduit la valeur publique des données disponibles.

Ces difficultés s'intensifient d'autant plus avec la diffusion massive de désinformation. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'Organisation mondiale de la santé a nommé cette problématique « infodémie » afin de dénoncer sa propagation car elle affaiblit les réponses adoptées face à la pandémie, encourageant des segments de la population à ignorer ou à se méfier des recommandations des autorités de santé publique, voire à adopter des comportements pouvant être nuisibles pour la santé. De cette manière, la désinformation et la fausse information peuvent en définitive renforcer la méfiance envers les institutions publiques et contribuer à la surcharge d'information à laquelle la population accède.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) identifie les principaux types de contenus problématiques diffusés sur Internet, en particulier sur les réseaux sociaux :

1. **Mésinformation :** Diffusion de fausses informations sans intention de nuire;
2. **Désinformation :** Diffusion de fausses informations dans l'intention de nuire;
3. Information vraie ou authentique diffusée dans le but de nuire (par exemple, rendre publique une information privée), connue en anglais sous le nom de **« malinformation ».**

Source: OCDE,Transparence, communication et confiance : Le rôle de la communication publique pour combattre la vague de désinformation concernant le nouveau coronavirus, 2020.

Par conséquent, les parlementaires doivent maintenir une vigilance active pour garantir la transparence et l'accès du peuple à l'information par l'exécutif comme par le législatif, enrayer la désinformation, valider et confirmer que l'information publiée ou communiquée à la population soit véridique, et s'assurer que l'information publique soit communiquée régulièrement dans un langage simple, en évitant de créer des barrières inutiles à sa compréhension et son utilisation. La lutte pour enrayer la désinformation nécessite que les pouvoirs de l'État collaborent de façon étroite pour prévenir ainsi des conséquences pouvant toucher tous les niveaux de l'action publique.

Dépenses publiques

Bien que la portée des réponses économiques et fiscales mises en place dû à la pandémie diffère selon le pays, dans la majorité des cas, elles ont été accompagnées de hausses des dépenses publiques, de paquets d'aide et de l'élargissement des lignes budgétaires, alors qu'il est prévu que les niveaux de recettes et de collecte seront affectés par les effets socioéconomiques de la pandémie.

Il est important de remarquer que face aux conséquences socioéconomiques graves et pressantes de la pandémie, et que dû aux mesures de santé publique adoptées pour la contenir, de nombreuses interventions ont été approuvées dans le cadre d'un état d'urgence ou d'état d'exception qui, comme nous l'avons vu, limitent certaines des compétences du pouvoir législatif, comme le contrôle politique et l'audit.

Cette réalité, qui exige des actions rapides et une agilité dans certaines procédures d'approbation impliquant le pouvoir législatif, ne permet pas aux parlementaires d'exercer leurs fonctions de contrôle politique et d'exiger la transparence fiscale et des mécanismes de reddition de comptes. Il convient également de préciser que les tâches de contrôle peuvent être perçues par la société comme un frein inutile en temps de crise.

Toutefois, c'est précisément dans cette situation complexe où coïncident, d'une part, la nécessité d'octroyer des pouvoirs exceptionnels à l'exécutif et, d'autre part, les demandes citoyennes de réponses opportunes, que la fonction de contrôle des dépenses publiques et des processus des marchés publics devient la plus importante car elle est fondamentale pour limiter les abus de pouvoir, éviter la corruption et assurer des processus transparents visant l'intérêt général.

ParlAmericas, l'IFPD et le GIFT ont lancé la publication Renforcer la responsabilité à travers la transparence fiscale : Trousse d'outils pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes.

Consultez cet outil pour découvrir des bonnes pratiques visant à promouvoir la transparence, la responsabilité et la participation tout au long du cycle financier.

Équilibre des pouvoirs

Le contrôle réciproque entre les pouvoirs de l'État est un défi constant, d'autant plus au vu des exigences et des pressions d'une pandémie mondiale, qui ont mis cet équilibre à l'épreuve.

Dans plusieurs pays d'Amérique et des Caraïbes, les mesures prises en réponses à la COVID-19 ont inclus un grand nombre de décrets exécutifs concernant la déclaration d'un état d'urgence et des extensions, mises à jour ou modifications temporaires de mesures relatives à des normes sanitaires et sur le confinement, les restrictions de la liberté de circulation, le contrôle aux frontières, et l'achat de biens et services nécessaires pour faire face à cette pandémie, entre autres. En général, les décrets exécutifs échappent à l'examen parlementaire avant de devenir des lois. Cela implique d'exercer un contrôle politique rétroactif sur ces lois.

Dans la situation actuelle, les parlements doivent donc osciller entre l'appui à l'exécutif pour assurer une réponse rapide aux impacts multiples et complexes de la pandémie, et l'exercice d'un contrôle politique adapté de ces mesures, exigeant la transparence, la responsabilité et l'intégrité. Pour cela, les canaux de communication entre les pouvoirs exécutif et législatif sont essentiels dans la prise en charge de l'urgence actuelle.

Il est crucial de préserver l'équilibre des pouvoirs pour la démocratie, pour garantir que les politiques gouvernementales atteignent les objectifs ciblés et répondent aux besoins de la population.

3. Actions parlementaires de contrôle politique

Cette section propose une description générale des mécanismes de contrôle politique existants et des exemples de façons dont les parlements et les commissions parlementaires de l'hémisphère les ont employés pendant la pandémie. De plus, elle pose des questions sur des sujets prioritaires liés à la pandémie, que les parlements et les parlementaires peuvent considérer comme des domaines de suivi et d'enquête en exerçant leur fonction de contrôle politique par le biais de ces différents mécanismes.

Mécanismes de contrôle politique et exemples dans les Amériques et aux Caraïbes

En plus d'utiliser leur temps durant les séances plénières pour donner de la visibilité dans l'agenda législatif à différents thèmes liés aux réponses à la pandémie et leurs effets socioéconomiques, les parlementaires ont également appliqué des mécanismes institutionnels pour renforcer la fonction de contrôle politique du parlement afin de répondre aux difficultés imposées par la COVID-19.

A. **Créer un COMITÉ SPÉCIAL chargé du suivi de la situation sanitaire et/ou budgétaire concernant la pandémie, ou confier cette responsabilité à un comité permanent multipartite et à la composition paritaire. Cette responsabilité peut également être répartie sur plusieurs commissions.**

- **Brésil :** Comité mixte pour le suivi de la situation fiscale et l'exécution budgétaire et financière de mesures relatives au coronavirus ▶ (plus d'information)
- **Jamaïque :** Comité spécial de la santé publique (COVID-19)
- **Mexique :** Groupe multipartite COVID-19 du Sénat de la République
- **Paraguay :** Comité bicaméral du Congrès, à caractère transitoire, pour le contrôle des ressources prévues dans la loi sur l'urgence N° 6524/2020 ▶ (plus d'information)
- **Pérou :** Comité spécial de suivi des urgences et de gestion des risques de catastrophe COVID-19
- **Suriname :** Comité de crise COVID-19

B. CONTRÔLE BUDGÉTAIRE **des mesures de réponses et de récupération face à la pandémie.**

- **Les Bahamas :** L'Assemblée législative et le Sénat ont débattu sur le budget pour 2020/2021 qui propose d'attribuer des fonds pour affronter les différentes répercussions socioéconomiques de la pandémie.

C. **Réaliser des** INTERROGATIONS **pour assurer la responsabilité continue.**

- **Canada :** Les comités des finances et des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires ont convoqué plusieurs membres du gouvernement, de différents ministères et rangs, pour faire un contrôle politique de plusieurs thèmes relatifs aux réponses gouvernementales face à la pandémie.
- **Costa Rica :** Des fonctionnaires du gouvernement national ont été convoqués par les commissions de l'Assemblée législative pour délivrer des rapports sur les actions entreprises pour répondre face à la pandémie de COVID-19, par exemple pour la reddition de comptes sur le processus suivi pour l'acquisition des vaccins contre la COVID-19.

- **Équateur :** Les autorités publiques ont été interrogées durant des séances plénières sur les mesures adoptées par leurs institutions publiques et ministères respectifs pour faire face à la pandémie de COVID-19. Par exemple, le Comité du droit à la santé a convoqué le ministre de la Santé publique afin qu'il donne des informations sur le processus de vaccination contre la COVID-19.

- **République dominicaine :** Des fonctionnaires du gouvernement national ont été convoqués par les comités du Congrès pour délivrer des rapports sur les actions entreprises pour répondre face à la pandémie de COVID-19.

D. **Demander des RAPPORTS SUR LES DONNÉES PUBLIQUES, un mécanisme pour renforcer la transparence et l'accès à l'information.**

- **Le Salvador :** L'Assemblée législative a décidé que les institutions publiques ayant reçu des fonds dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire devraient présenter un rapport tous les 30 jours, détaillant les biens et services acquis pour répondre à des besoins liés à la prise en charge de la pandémie. (Par exemple, le Comité spécial d'enquête sur le placement de titres et de prêts durant la pandémie de COVID-19 a convoqué la ministre de l'Économie et l'ancien ministre de l'Intérieur afin qu'ils délivrent un rapport sur la gestion des fonds affectés à leur ministère).

E. **Tenir des AUDIENCES PUBLIQUES avec des représentants de la société civile au niveau technique, dont des spécialistes du genre et des populations vulnérables, afin de recueillir des points de vue divers sur l'impact de cette pandémie et des besoins qu'elle a créés.**

- **Canada :** Le Comité des finances a lancé une consultation publique et ouverte pour que les canadiennes et les canadiens puissent donner leur avis sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait adopter pour relancer l'économie nationale suite à la COVID-19, dans le cadre de l'élaboration du budget national de 2021.

- **Équateur :** Le Comité du droit à la santé a tenu des sessions où elle a reçu différents acteurs, comme des spécialistes et des chercheuses et chercheurs sur la gestion des crises sanitaires, afin de recueillir et de remettre les recommandations des spécialistes au Comité des opérations d'urgence nationale et à l'Autorité sanitaire nationale.

F. **Réaliser des ÉTUDES pour approfondir l'analyse des politiques promulguées en réponse à la pandémie.**

- **Brésil :** Des conseillères et des conseillers faisant partie du Conseil législatif et sur le budget et le contrôle financier de la Chambre des députés ont mené une étude sur la fiscalité pendant la pandémie.

- **Canada :** Le Comité permanent des finances a publié un rapport sur la réponse du gouvernement face à la pandémie, afin d'identifier des lacunes et d'apporter des recommandations pour renforcer ce travail.

G. **Créer des CAMPAGNES DE COMMUNICATION pour attirer l'attention sur les problèmes causés par la pandémie et ignorés, afin d'exiger une réponse du pouvoir exécutif.**

- **Colombie :** Durant le confinement, le Comité juridique pour l'équité de genre a lancé une campagne en ligne pour attirer l'attention sur la violence de genre et a demandé davantage de soutien de la part du gouvernement national
  ▶ (plus d'information)

Questions d'orientation pour le contrôle politique

Voici quelques questions pouvant orienter des initiatives de contrôle politique, renforcer le suivi des interventions de l'exécutif, et aiguiller les convocations et les comparutions des responsables gouvernementaux.

What Quelles mesures le gouvernement prend-il pour...?

Transparence et accès à l'information

- ☑ ...renforcer la transparence de telle sorte que le public accède à des informations pertinentes concernant, par exemple, les processus d'approvisionnement et de marchés publics dans le cadre de la lutte contre les effets de la pandémie?
- ☑ ...garantir que les demandes d'information et les pétitions auprès du gouvernement par les parlementaires et le public soient traités à temps et conformément aux normes en vigueur sur l'accès à l'information?
- ☑ ...renforcer le travail des entités de contrôle de sorte à pouvoir mieux contrôler l'exécution et les dépenses, et surveiller le travail des autorités et des fonctionnaires publics impliqués dans les efforts visant à atténuer la COVID-19?
- ☑ ...protéger le travail des journalistes, y compris le respect des lois et des dispositions sur la transparence et l'accès à l'information publique?

Communication avec le public

- ☑ ...communiquer et publier régulièrement des données fiables sur la situation sanitaire dans le pays (nouveaux cas, décès et foyers, etc.)?
- ☑ ...diffuser des informations de manière claire et compréhensible pour le grand public, y compris les personnes ayant plusieurs handicaps, à travers les différentes TIC (par exemple, en ligne, à la radio ou à la télévision)?
- ☑ ...promouvoir les différentes mesures de prévention, comme l'hygiène et autres comportements de préventifs (par exemple, le port du masque)?
- ☑ ...garantir que, malgré les restrictions imposées pour atténuer la pandémie, des espaces civiques pour le travail et la participation d'organisations de la société civile soient maintenus, de telle sorte que les libertés de réunion, d'association et d'expression, garanties fondamentales pour surveiller les actions du gouvernement, soient respectées?
- ☑ ...lutter contre la désinformation, en particulier en ce qui concerne la pandémie, les vaccins et les plans de vaccination, et autres réponses

Santé

- ☑ ...élaborer, gérer et communiquer des informations sur l'acquisition de vaccins, ainsi qu'un plan de vaccination présentant avec transparence les calendriers de vaccination et comprenant les précautions nécessaires pour donner la priorité aux populations les plus vulnérables face au virus?
- ☑ ...atténuer la propagation de la COVID-19, en particulier au sein des groupes de personnes particulièrement vulnérables face au virus?
- ☑ ...consolider les systèmes de surveillance épidémiologique pour détecter rapidement les foyers de COVID-19?
- ☑ ...élargir l'accès à la prise en charge médicale, en particulier aux groupes traditionnellement marginalisés?
- ☑ ...protéger le personnel de santé, non seulement en termes d'équipements de protection personnelle, mais aussi en termes de prestations professionnelles adaptées en matière de couverture médicale et de sécurité sociale?
- ☑ ...garantir l'accès continu aux services essentiels de santé non liés à la COVID, comme la santé sexuelle et reproductive?
- ☑ ...réévaluer et renforcer les services sociaux et de santé existants pour prendre en charge les victimes de violence domestique et de genre?

Si vous avez des questions à recommander pour orienter les initiatives de contrôle politique qui ne figurent pas dans notre liste, merci de les envoyer à parlamericasopn@parlamericas.org.

Emploi et protection sociale

- ☑ …atténuer les répercussions de la perte de revenus due au chômage causé par la pandémie, y compris dans le secteur informel?
- ☑ …étendre la couverture des congés maladies et prolonger leur durée?
- ☑ …appuyer les employeuses et les employeurs, en particulier les petites et moyennes entreprises, pour qu'ils puissent continuer à travailler et à créer de l'emploi?
- ☑ …assurer un retour au travail sécurisé?
- ☑ …élaborer des mesures apportant des opportunités et des facilités aux femmes qui sont majoritaires dans les activités considérées comme essentielles, comme les infirmières, les paramédics, les travailleuses de supermarché, les professeures et les travailleusesde la garde d'enfants?
- ☑ …optimiser l'utilisation de transferts monétaires, de transferts non monétaires (de denrées alimentaires, par exemple) et/ou d'aides (pour les services de première nécessité, par exemple) destinés aux populations vulnérables?
- ☑ …élaborer des mesures répondant à l'insécurité économique et professionnelle des femmes, en tenant compte de leur forte participation dans l'économie informelle, de leur travail au sein des foyers monoparentaux et de leur travail de soin non rémunéré?

Droits de la personne et besoins primaires

- ☑ …répondre aux effets du confinement sur la violence domestique et de genre, ainsi que sur la maltraitance des enfants?
- ☑ …aborder différents problèmes socioéconomiques aggravés par la pandémie, y compris l'accès au logement et la sécurité alimentaire?
- ☑ …garantir ou étendre l'accès aux services de première nécessité et de télécommunication, y compris Internet?

Budget public

- ☑ …garantir la transparence des dépenses publiques et du processus d'approvisionnement et des marchés publics, y compris leur publication sur des sites web officiels?
- ☑ …publier des données spécifiques sur les biens et services achetés, comme la quantité et la qualité, le prix, la population ou le besoin auquel ils répondent, les mécanismes de vérification de la conformité du processus, entre autres détails?
- ☑ …atténuer le détournement et la mauvaise gestion de fonds publics dans le système de santé et tout organisme gouvernemental ou privé impliqué dans la réponse face à la pandémie?
- ☑ …garantir la reddition de comptes sur les actions effectuées avec les ressources investies dans la réponse et la relance, y compris l'information sur les bénéficiaires?
- ☑ …donner la priorité à une approche de genre dans les mesures de réponse et de récupération, les paquets d'aide et les budgets?

Durabilité

- ☑ …reconnaître l'origine zoonotique de la pandémie et le lien entre la protection/durabilité de l'environnement, le changement climatique et la santé publique?
- ☑ …intégrer les considérations climatiques et environnementales dans les plans de relance économique, et les aligner sur l'Accord de Paris et à l'Agenda 2030 pour le développement durable?

Consultez le Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19 de ParlAmericas pour en savoir plus sur les considérations climatiques et environnementales en matière de relance économique, conformes à l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 pour le développement durable.

4. Recommandations

Voici quelques recommandations pouvant renforcer les capacités institutionnelles et techniques du parlement et des parlementaires pour exercer un contrôle politique efficace et effectif tout en tenant compte des complexités et des besoins imposés par la pandémie.

Générales

- Encourager des actions de contrôle politique régies par les principes démocratiques de la transparence, la responsabilité etl'intégrité publique.
- Donner la priorité à des domaines ou des thèmes nécessitant un contrôle politique urgent ou plus rigoureux de sorte que les parlementaires utilisent au mieux le peu de temps dont ils disposent.
- Garantir, dans la mesure du possible, la représentation multipartite et équitable en termes de genre dans les commissions parlementaires et dans les groupes de travail dédiés au contrôle politique.

Appui technique

- Utiliser les services d'appui technique pour une analyse de données permettant une prise de décision et des actions de contrôle politique basées sur des faits.
- Renforcer la formation des services parlementaires proposée aux parlementaires, aux organes décisionnaires et aux commissions pour le travail de contrôle politique du parlement.
- Favoriser la collaboration avec le secteur universitaire et des centres de recherche pour enrichir et renforcer les processus de contrôle politique à la lumière des progrès théoriques et technologiques.
- Développer des outils pour évaluer le budget et son impact différencié sur certaines populations particulièrement susceptibles de subir les répercussions de la pandémie, comme les femmes, les foyers monoparentaux, les travailleuses et les travailleurs du secteur informel, ainsi que les populations vulnérables et ayant un accès limité à la protection sociale, dont les groupes traditionnellement marginalisés et historiquement désavantagés, tels que les personnes vivant dans la pauvreté, ayant un handicap, autochtones, afrodescendantes, les membres de la communauté LGBTI, les personnes réfugiées, déplacées et migrantes, les personnes sans domicile et la population carcérale, afin de ne laisser personne pour compte.
- Avec l'appui de la commission de la femme ou son équivalent, et de bureaux techniques, développer des outils comme des listes de contrôle ou des évaluations d'impact pour évaluer les projets de loi, les budgets et les politiques publiques à travers une approche de genre.

ParlTools

Le Portail parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas contient des trousses à outils pour transversaliser l'égalité des genres dans le travail parlementaire.

Transparence et accès à l'information

- Renforcer la transparence active autour des initiatives du parlement en matière de contrôle politique, et budgétaire en particulier, en publiant sur le site web du parlement des informations utiles, opportunes et pertinentes, de manière continue et sans rien exiger du public (sauf exceptions prévues par la loi nationale), et garantir que ces informations soient présentées dans un langage simple.
- Établir et/ou renforcer des directives facilitant le déroulement des sessions d'interrogation ou de comparution des autorités, en permettant des procédures plus claires qui répondent aux objectifs de chaque session.
- Mettre en place des dispositions et des règlements qui établissent des normes concernant les demandes de rapports ou de réponses par écrit au pouvoir exécutif dans un délai défini, comprenant des mécanismes de suivi et de conformité.
- Créer et/ou renforcer des dispositions, des programmes ou des bureaux chargés d'évaluer les lois afin de garantir que la législation adoptée permette d'atteindre les objectifs ciblés, et de déterminer si son application a été efficace.

Communication et relations avec le public

- Explorer des formes de collaboration avec les médias et des groupes de journalisme d'investigation apportant des informations utiles pour le travail des commissions d'enquête et pour le contrôle politique.
- Créer des mécanismes et des protocoles de réponse face aux informations fausses ou trompeuses diffusées sur les réseaux sociaux ou les médias traditionnels, et lutter ainsi contre la désinformation.
- Favoriser et maintenir la confiance du public envers la réponse et la relance suite à la crise sanitaire et socioéconomique en donnant l'exemple depuis le parlement et en exigeant à son tour que le gouvernement communique de manière claire et opportune avec lepublic, à travers différents médias, pour atteindre un public plus large.
- Renouveler les opportunités pour la participation citoyenne au processus décisionnel et aux actions de contrôle politique, pour faciliter une meilleure compréhension des exigences et des plaintes du public sur les mesures adoptées par le gouvernement.

5. Ressources recommandées

1 CEPAL, Observatoire COVID-2019 Amérique latine et Caraïbes : mesures par pays, 2020.

2 OCDE, Contrôle budgétaire législatif des réponses d'urgence : expériences pendant la pandémie de coronavirus (COVID-19), 2020. (en anglais)

3 OCDE, Transparence, communication et confiance : Le rôle de la communication publique pour combattre la vague de désinformation concernant le nouveau coronavirus, 2020. (en anglais)

4 ONU Femmes, Guide élémentaire pour l'action parlementaire : ripostes sexospécifiques à la COVID-19, 2020. (en anglais)

5 Organisation des États américains, La COVID-19 dans la vie des femmes. Raisons de reconnaître l'impact différencié, 2020. (en anglais)

6 Organisation panaméricaine de la santé, Comprendre l'infodémie et la désinformation dans la lutte contre la COVID-19, 2020. (en anglais)

7 ParlAmericas, La COVID-19 et le rôle du parlement pendant une pandémie, 2020.

8 ParlAmericas, Renforcer le contrôle politique de la pandémie de COVID-19, 2020.

9 ParlAmericas, Légiférer pour la reprise économique suite à la COVID-19 : dialogue coopératif entre les présidentes et présidents des parlements des Amériques, 2020.

10 ParlAmericas et l'Assemblée nationale de l'Équateur, Compendium de mesures législatives et exécutives des Amériques et des Caraïbes en réponse à la COVID-19, 2020.

11 ParlAmericas et Directorio Legislativo, COVID-19 : le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements. Une analyse avec une approche de parlement ouvert, 2020.

12 ParlAmericas et Directorio Legislativo, COVID-19 : le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements. Une analyse de l'agenda législatif et le centrage de l'égalité des genres dans les réponses législatives, 2020.

13 ParlAmericas, EUROsociAL+ et le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information, Boîte à outils sur la transparence législative, 2020.

14 ParlAmericas, l'Institut des finances publiques et de la démocratie et l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques, Renforcer la responsabilité à travers la transparence budgétaire : Trousse d'outils pour les parlementaires d'Amérique et des Caraïbes, 2020.

15 Transparency International, Marchés publics en état d'urgence : éléments minimaux que les gouvernements doivent prendre en compte pour assurer l'intégrité des passations réalisées en situation d'urgence, 2020.

Secrétariat International de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Téléphone : +1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org